



Saint-Denis le, 15 juin 2026

Monsieur le Président de la République,

Confrontées à la permanence et à la combinaison de contraintes structurelles reconnues par l'article 349 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, les Régions ultrapériphériques bénéficient au sein des politiques européennes de mesures spécifiques adaptées à leur situation.

À l'heure où se négocient des évolutions majeures pour la période 2028-2034, il est indispensable de sauvegarder, de renforcer et d'approfondir cette approche différenciée qui constitue un prolongement concret des principes de solidarité et de cohésion au cœur du projet européen.

Cet impératif se manifeste notamment dans le domaine agricole, où les régions ultrapériphériques connaissent des réalités particulières.

Le Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'insularité (POSEI) mis en œuvre par l'Europe depuis 1989 a permis de développer les productions locales sur ces territoires.

Dans un contexte où la souveraineté et la sécurité alimentaires s'affirment comme un enjeu stratégique de premier plan pour l'Union Européenne, il est essentiel que ses politiques intègrent pleinement les régions ultrapériphériques comme des atouts de cette souveraineté. Cela justifie le soutien aux modèles agricoles spécifiques de nos régions. Ainsi, nos filières ont fait la démonstration de leur capacité à contribuer à la souveraineté alimentaire de la population malgré la juxtaposition de contraintes pesant sur les unités productives beaucoup plus petites, un marché insulaire de taille réduite, et une concurrence intense et inégale liée notamment au développement des accords de libre-échange. Il est donc essentiel de poursuivre ce développement et de garantir les moyens permettant de faire face aux vulnérabilités de territoires insulaires en milieu tropical, lesquelles sont accrues par les évolutions climatiques, sanitaires et économiques mondiales. L'enjeu est de réduire nos dépendances en tirant le meilleur parti de nos multiples atouts dans nos zones régionales d'appartenance.

Nous demandons que le dispositif du POSEI soit confirmé comme un instrument spécifique et pérenne en faveur des régions ultrapériphériques, sans remise en cause de son existence à chaque nouvelle période de programmation.

Lors du débat sur le Cadre Financier Pluriannuel au Conseil Européen des 18 et 19 juin prochains, nous comptons sur votre mobilisation conjointe avec vos homologues espagnols et portugais pour exiger ensemble que l'Union Européenne rétablisse, pour la prochaine programmation, le POSEI, à hauteur des besoins réels de nos économies, en cohérence avec le vote du Parlement européen intervenu en avril dernier. Cela suppose une **revalorisation significative de son enveloppe financière** reflétant la juste prise en compte des fluctuations croissantes de coûts de production et des intrants qui n'ont pas été actualisés depuis plus de dix ans, sans oublier l'intégration récente de Mayotte à budget constant.

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République

Palais de l'Élysée
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

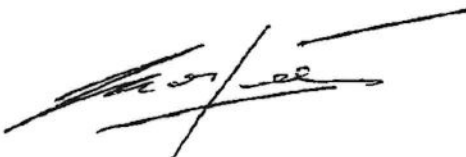
Dans le même esprit, le financement européen à 100%, inscrit historiquement au sein du programme POSEI, doit être maintenu, ce qui n'est pas le cas dans la proposition actuelle de la Commission qui le globalise dans les futurs PPNR avec en conséquence une part à co-financer par l'Etat membre. Enfin, le règlement (UE) n° 228/2013 doit rester le texte juridique de référence pour maintenir l'intégralité des dispositions qu'il contient, dont certaines sont normatives et conçues sur-mesure pour nos territoires.

Produire en milieu insulaire et tropical plaide en faveur d'un encadrement spécifique, et non aligné sur les critères, normes et valeurs cibles à références continentales.

Aussi, conformément à la position que vous avez exprimée à l'usine sucrière de Bois Rouge lors de votre visite à La Réunion en avril 2025, nous souhaitons pouvoir compter sur votre engagement, que soit défendue pleinement la pérennité d'un POSEI ambitieux et adapté aux réalités des régions ultrapériphériques afin de garantir le développement de nos productions agricoles.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

**Le Vice-Président du Parlement
européen**



Younous OMARJEE

**La Présidente du Conseil régional
de La Réunion**



Huguette BELLO

**Le Président du Conseil
départemental de La Réunion**



Cyrille MELCHIOR